

Ensemble

À DÉCOUVRIR

Changeons le système, pas le climat !

Les travailleuses domestiques s'organisent

Covid-19: un vaccin pour toutes et tous

La sécurité sociale ne tombe pas du ciel !

W
S
M

10

EN BREF

Une opinion décoloniale, et d'autres nouvelles en format court.

9

MERCI

Andre Kiekens quitte les commandes de WSM après 18 ans.

23

LA SÉCURITÉ SOCIALE

Notre meilleure protection.

20

DANS NOS ARMOIRES

Smartphones : toutes et tous connecté-es !

12

AUTOUR DU MONDE

Focus sur les mouvements de travailleur-euses domestiques et la Convention 189.

4

DOSSIER

Vers la société durable de demain.

22

UN VACCIN POUR TOU-TES

Tout le monde a droit à la santé et la sécurité.



ENSEMBLE

La crise sanitaire mondiale, les inégalités criantes et la pauvreté, le réchauffement de la planète... Ces phénomènes nous confrontent douloureusement à la crise systémique dans laquelle nous sommes embourbé-es. Mais comme l'a dit un jour Winston Churchill: « Ne gaspillez jamais une bonne crise. » Y a-t-il un meilleur moment qu'aujourd'hui pour démarrer ce changement systémique tant nécessaire ? Au menu de cette nouvelle édition du WSM Magazine: quelques recettes pour aller vers le changement.

En guise d'entrée en matière, nous vous servons un exercice de réflexion. L'avenir que nous voulons, il faut d'abord pouvoir l'imaginer. La société idéale combine le bien-être de chacun-e avec une réduction drastique des gaz à effet de serre. Un cocktail corsé ! D'un point de vue scientifique, c'est parfaitement possible. (p. 4)

Pour le plat principal, nous reprenons les ingrédients que WSM met en avant comme conditions d'un changement de système: le travail décent, la protection sociale et une économie humaine. Qu'est-ce qui fait que la mayonnaise prend ? Le fait que nous agissions ENSEMBLE, en tant que société civile forte et unie. La mobilisation des mouvements sociaux du monde entier pour les droits des travailleur-euses domestiques en est un exemple édifiant, avec des résultats concrets pour ces travailleur-euses extrêmement vulnérables. (p. 10)

En guise d'entremets, nous sortons de nos armoires notre outil de connexion indispensable du moment, le smartphone, et le questionnons sous différentes facettes. (p.20)

Enfin, le dessert est un classique indispensable: notre protection sociale. La sécurité sociale sauve des vies. Pourtant, nous devons encore aujourd'hui la défendre bec et ongles. C'est notre campagne du moment: maintenant que le vaccin contre le coronavirus est devenu une réalité, il est essentiel qu'il soit accessible à toutes et tous. Découvrez dans ce numéro comment nous pouvons toutes et tous ensemble faire pression sur les décideur-euses politiques pour rendre cela possible. (p. 22)

Bonne lecture !

Jennifer & Katrien



Pour lutter contre le changement climatique, nous devons réduire les émissions de CO2, protéger la biodiversité et restaurer les écosystèmes. Pour mettre fin à la pauvreté et aux inégalités, il faut une économie au service des personnes, qui respecte les limites écologiques de la planète. Nous savons donc ce qui doit être fait différemment. Pourquoi alors si peu de changement ?

TEXTE / Katrien Liebaut, Bert De Wel, Koen Detavernier

D'un point de vue scientifique, c'est parfaitement possible. Dans *'Living well within limits framework'* (bien vivre dans un cadre limité), la professeure américaine Julia Steinberger, a étudié comment réaliser le bien-être de toutes et tous avec les ressources limitées de notre planète. Elle a calculé la quantité d'énergie nécessaire pour cela.

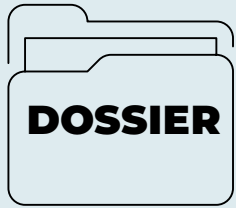
Avec ce dossier, nous voulons partager ses conclusions, mais aussi les confronter à l'expérience des personnes qui travaillent sur les questions climatiques au sein de WSM ainsi qu'au niveau du mouvement

syndical. Nous parcourons aussi un certain nombre d'idées reçues qui font obstacle à un changement systémique, développées par le journaliste néerlandais Jaap Tielbeke. Julia Steinberger et Jaap Tielbeke nous poussent à sortir des sentiers battus.

Mais malgré de nombreux obstacles, nous sommes en accord avec un point: nous, citoyen-nés, uni-es dans un environnement social fort, pouvons faire la différence. **Etes-vous prêt-es à vous laisser porter dans cette réflexion ?**

Julia Steinberger (1974), biophysicienne et économiste, est professeure d'économie écologique à l'Université de Lausanne et est membre du panel du GIEC des Nations unies.

Jaap Tielbeke (1989) est journaliste environnementaliste associé au 'Groene Amsterdammer', Pays-Bas. Fin 2020, il publie son livre *'Le mythe du consommateur vert'*. Un meilleur environnement ne commence pas d'abord par soi-même.



IMPOSSIBLE DE MANGER SAINEMENT DANS UN MAGASIN DE BONBONS !

« *La surconsommation n'est pas une option dans notre société, c'est une fin en soi.* » nous explique Julia Steinberger. Les économies et les marchés sont axés sur la croissance. Pour réaliser des bénéfices, les entreprises doivent produire et les consommateur-trices doivent consommer. Autre exemple : le coût de réparation d'un produit est souvent plus élevé que l'achat d'un nouveau. Avec d'énormes budgets marketing, les entreprises promeuvent littéralement la surconsommation.

Si notre économie encourage des modes de vie non durables, il est difficile de contrer cette tendance. Notre image idéale actuelle de la prospérité est polluante. Elle nécessite plus de matières premières que ce qui est disponible sur terre, et elle perpétue les inégalités.

ZOOM SUR LES FONDEMENTS DU BIEN-ÊTRE HUMAIN

Julia Steinberger nous propose d'examiner de plus près le bien-être. Selon la théorie des besoins humains des scientifiques Doyal et Gough, un ensemble fixe de besoins sont les éléments constitutifs du bien-être humain. Chaque personne a besoin de nourriture, d'eau et d'un toit au-dessus de sa tête. Mais aussi santé, éducation, relations significatives, sécurité économique, autonomie,... **Cela ne se négocie pas: s'il en manque un, le bien-être est impossible.**

Aborder le bien-être de cette manière permet de s'interroger sur la surconsommation. Il permet également de calculer la quantité d'énergie et de matières premières nécessaires pour répondre à tous les besoins de base de chaque personne. J. Steinberger, ainsi que le

professeur Narasimha Rao de l'Université de Yale, ont calculé pour tous les pays du monde la quantité d'énergie nécessaire pour l'alimentation, le logement, les transports, l'éducation, les soins de santé, la communication, ...

Leur conclusion: nous pouvons assurer le bien-être de toutes et tous, en utilisant jusqu'à 60% d'énergie en moins qu'aujourd'hui. Si nous développons la technologie des énergies renouvelables existante à l'échelle mondiale, nous passons à une production plus durable et pouvons mettre fin à la surconsommation.

REDISTRIBUTION ET ÉPANOUISSEMENT

À l'heure actuelle, nous utilisons facilement plusieurs fois la quantité d'énergie que J. Steinberger utilise dans ses calculs. « *Notre société actuelle est organisée autour d'une consommation d'énergie individuelle et inefficace* », déclare-t-elle. « *Nous avons besoin d'une voiture pour nous déplacer. Les billets d'avion sont moins chers que les billets de train. L'énergie doit être utilisée plus efficacement et collectivement, mais cela ne conduit pas nécessairement à moins de confort.* »

La redistribution est la clé. En taxant davantage les revenus les plus élevés, vous pouvez financer une société durable. Dans sa description de celle-ci, chaque personne peut profiter d'un confort privé de base et d'un luxe public abondant: une infrastructure

publique très bien organisée qui garantit soins de santé, éducation, culture et détente (espace vert) pour toutes et tous.

L'économie du futur vue par J. Steinberger se concentre sur les services publics. Elle doit investir dans les énergies renouvelables, utiliser l'innovation pour utiliser moins de matières premières et évoluer vers une production circulaire en fonction des besoins, avec un gouvernement qui en crée le cadre. Ou pour le dire dans les mots de l'économiste Kate Raworth: « *Que l'économie soit en croissance ou non est secondaire, l'important, c'est le bien-être.* »

LES MYTHES VERTS
Seconde réflexion: comment se fait-il que nous sachions que nous nous dirigeons vers une catastrophe climatique, mais que nous ne parvenons toujours pas à changer de direction ? Un certain nombre de mythes freinent le changement de cap. Le journaliste Jaap Tielbeke les détaille.

NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS COUPABLES
« *C'est trompeur* », dit Jaap Tielbeke. « *Nous savons que les plus riches sont responsables de la moitié des émissions mondiales de CO2. Que les pays aux revenus les plus bas ont le moins contribué au changement climatique, mais sont les plus durement touchés. Nous ne sommes donc pas toutes et tous coupables.* »



>>

Ce sont les pays les plus prospères qui sont au cœur de toute perspective future de conditions environnementales plus sûres.

UN MEILLEUR ENVIRONNEMENT COMMENCE PAR VOUS-MÊME

Un automobiliste individuel peut payer un peu plus à la station-service pour faire planter un arbre. Mais qu'est-ce qu'un arbre, alors que le PDG de Shell peut faire tellement plus ? Il peut changer notre système énergétique, réutiliser des fonds d'investissement, produire moins de combustibles fossiles et rechercher activement des énergies renouvelables.

Des entreprises comme BP ont popularisé l'empreinte carbone, mais uniquement pour leur propre image. BP voulait se démarquer en se profilant progressiste et durable, mais peu de choses ont changé réellement. L'entreprise a développé un calculateur d'empreinte carbone avec lequel chaque ménage peut mesurer sa propre empreinte. Le message sous-jacent : regardez-vous dans le miroir avant de corriger BP !

« Commencer par soi-même permet surtout de se critiquer mutuellement », explique J. Tielbeke. « Alors que celles et ceux qui devraient vraiment avoir honte restent hors de portée. »

REGARDER À TRAVERS LES LUNETTES 'CO2' ET AVOIR UNE CONFIANCE AVEUGLE EN LA TECHNOLOGIE

Nous ne résoudrons pas le problème du CO2 simplement en échangeant des émissions, des exemptions ou des compensations. Cela ne suffira pas. Nous devons également nous débarrasser de la croyance que la technologie nous sauvera. Selon J. Tielbeke, la technologie peut et doit contribuer à la solution. Mais plus nous en apprenons sur notre planète vivante et ses écosystèmes, plus il apparaît évident que les humains ne doivent pas les contrôler.

De nombreuses générations ont tenu ces mythes pour acquis pendant des années. Mais aujourd'hui, quelque chose est en train de changer.

LES JEUNES NE S'EN LAISSENT PAS CONTER

« Que les jeunes osent affronter des responsables politiques et des entreprises, cela faisait longtemps que ce n'était pas arrivé », déclare J. Tielbeke. « Il y a les nombreuses marches pour le climat, les grèves d'étudiant-es pour le climat ou la résistance en ligne. Un exemple récent est un sondage Twitter de Shell. En octobre 2020, l'entreprise a lancé la question: 'qu'êtes-vous prêt-e à faire pour réduire les émissions de CO2 ?' La réponse est arrivée, cinglante: aux États-Unis,

Alexandria Ocasio-Cortez a tweeté sa volonté de tenir Shell responsable de trente années de mensonges sur le changement climatique, cela alors qu'ils-elles étaient parfaitement au courant toutes ces années que les émissions de combustibles fossiles détruiraient notre planète. Greta Thunberg a elle aussi répondu: 'Je suis disposée à déclarer les entreprises de combustibles fossiles comme des entreprises qui détruisent sciemment la vie des générations futures juste pour le profit, tout en investissant d'énormes sommes d'argent dans des campagnes qui distraient les gens et empêchent ainsi un changement réel.' »

TRUMP OUT - BIDEN IN, ET UN GREEN DEAL EUROPÉEN

Le premier jour de sa présidence, Joe Biden a indiqué le retour des États-Unis dans l'accord de Paris sur le climat. Peu avant cela, le Green Deal européen a été conclu. « Une bonne chose » dit J. Tielbeke. « Les politicien-nes montrent qu'ils pensent que le changement climatique est important. Ils ont vu que les gens veulent des emplois et une transition juste. Le Green Deal prévoit un rôle important pour les gouvernements et comprend des propositions sur l'emploi, la réglementation industrielle, la politique et la justice. L'accord stipule que la perte de biodiversité, le changement climatique et les inégalités sont liés, et il reconnaît la nécessité de revoir nos façons de vivre, de voyager, de manger, de consommer et de produire de l'énergie. »

>>

Comment les syndicats peuvent-ils jouer un rôle dans le nécessaire changement de système ? Une réponse du spécialiste du climat, Bert De Wel, de la Confédération syndicale internationale (CSI).

UNE TRANSITION JUSTE EST LA SEULE VOIE À SUIVRE

Nous sommes de plus en plus conscient-es de ce qui doit être fait: diminuer les émissions, réduire la surconsommation, éradiquer les inégalités, lutter pour le bien-être de toutes et tous ... Le modèle de Julia Steinberger en tient compte. Nous savons également quelles stratégies sont utilisées pour contrer le changement, comme les 'mythes verts' dénoncés dans cet article.



Le défi maintenant est de convaincre tout le monde que l'alternative est attractive et incontournable. Tant qu'il n'y aura pas de confiance, une transition climatique ne sera pas possible.

La CSI ne voit pas le changement climatique isolément des inégalités ou d'autres situations telles que le racisme, la discrimination de genre ou la destruction de la biodiversité. Seule une transition juste peut garantir que chacun-e sera pris-e en charge.

L'enjeu est de neutraliser le pouvoir de lobbying des secteurs qui font obstacle à la transition. Souvent, les emplois dans les secteurs polluants sont instrumentalisés pour contrer les changements nécessaires. C'est l'un des équilibres les plus délicats de la transition juste: trouver une solution pour les salarié-es aux emplois bien rémunérés dans un secteur polluant.

Une place à la table des négociations et le dialogue social sont les outils que nous connaissons le mieux pour impulser le changement. Le problème est que les décideur-euses politiques aujourd'hui tournent le dos aux travailleur-euses et à leurs organisations. Ils-elles préfèrent conclure des accords avec les employeur-euses sans reconnaissance de la société civile et des travailleur-euses. Les citoyen-nes, uni-es au sein d'une société civile forte, peuvent faire basculer cet équilibre des pouvoirs vers le bien commun. Il faut soutenir les consultations et la construction de coalitions.

Ces méthodes sont connues. Cela n'a rien de neuf, le mouvement syndical le fait depuis plus de cent ans. Elles sont aujourd'hui plus importantes que jamais.



LA PROTECTION SOCIALE
EST LE LEVIER DE LA DURABILITÉ ÉCOLOGIQUE

Pour WSM, la recherche de la manière dont nous pouvons concrétiser une transition juste est centrale. Nous sommes d'accord avec la vision de la Confédération syndicale internationale. Comment cette démarche se traduit-elle dans le fonctionnement et la pratique de nos partenaires ?

TEXTE / Koen Detavernier

Prendons l'exemple du Bangladesh. En raison de sa situation à l'embouchure de plusieurs grands fleuves, le pays est très vulnérable aux changements climatiques. Les nombreuses tempêtes et inondations ont un impact énorme sur la vie de millions de personnes. Les terres agricoles disponibles diminuent et les récoltes sont trop souvent perdues. Alors que le Bangladesh lui-même contribue très peu au réchauffement climatique.

Non seulement les ressources et les terres agricoles sont perdues en raison des nombreuses inondations et ouragans, mais le secteur de l'habillement, le secteur économique le plus important au Bangladesh, est également sous pression. Celui-ci est fortement tributaire de la production de masse et de la (sur)consommation. Le secteur ne disparaîtra probablement pas. Pas même si la consommation est plus durable à l'avenir ou si la production doit se faire plus près du-de la consommateur-trice. Les vêtements seront toujours nécessaires, également au Bangladesh et dans les pays qui l'entourent.

Et pourtant, des emplois seront perdus. Il est donc important que le travail soit effectué au plus vite pour aller vers une économie plus variée et axée sur des emplois résistants au changement

climatique, comme des emplois liés au bien-être, des emplois qui s'attaquent à la vulnérabilité géographique d'un pays au réchauffement climatique, aux énergies renouvelables,... et à la formation et à l'éducation nécessaires afin que les gens puissent trouver du travail dans ces nouveaux emplois verts. Le travail de nos partenaires pour des conditions de travail meilleures et plus sûres, de meilleurs salaires et une protection sociale complète est essentiel. Sans cette perspective sur le travail décent et la sécurité qu'offre la protection sociale pour traverser correctement la transition, cela ne fonctionnera pas.

C'est précisément là que réside un défi majeur. Le Bangladesh s'est

fermement engagé dans la prévention des catastrophes ces dernières années (avec des abris sûrs contre les tempêtes, par exemple), mais le gouvernement reste sourd et aveugle face aux problèmes sociaux majeurs, aux bas salaires et aux conditions de travail dangereuses. Avec le Réseau pour le Droit à la Protection Sociale du Bangladesh, nos partenaires plaident donc pour une extension de la protection sociale afin de réduire la vulnérabilité des familles. Une protection sociale complète qui prévient la pauvreté, protège les moyens de subsistance et renforce les relations sociales offre aux gens plus de possibilités de s'adapter au changement climatique.



Pour en savoir plus :
« La théorie du donut » de Kate Raworth, « Less is more » de Jason Hickel, « Hors de l'épave » de George Monbiot

Ce dossier est basé sur le groupe de réflexion du webinaire organisé par Oikos « Ne vous contentez pas de vous regarder dans le miroir, regardez le système. » (14 décembre 2020) Ce webinaire est disponible sur Youtube.



ANDRE

TEXTE / Nancy Govaerts - PHOTO / Roger Job

L'année dernière, entre deux confinements au bureau, notre secrétaire général, Andre Kiekens, nous a annoncé son départ de WSM. Une décision longuement mûrie, en famille et avec l'équipe de direction. Andre aura bientôt 64 ans. A partir du mois de juin, il profitera de sa retraite. Son temps, son énergie débordante, son attention aux autres, il pourra enfin les consacrer pleinement à sa femme Lieve, ses enfants et petits-enfants.

Andre quitte les commandes de WSM après 18 ans, avec des regrets dans son cœur et dans le nôtre, mais avec une grande confiance en son successeur, Bart Verstraeten. Il peut partir la tête haute: il laisse derrière lui une organisation solide, qui a résisté à de nombreuses tempêtes et est prête à continuer à nager dans les eaux sans doute turbulentes qui s'annoncent.

Là où certain-es déplacent une pierre dans une rivière, Andre déplace un rocher. Optimiste exigeant et humaniste profond, il a su toucher de nombreuses personnes pendant sa longue carrière dans le Mouvement ouvrier, mû par l'indignation face aux inégalités sociales et une indécrottable croyance en un monde meilleur. Il a également marqué le secteur de la coopération au développement avec ses propositions ambitieuses.

Il aura certainement à cœur de suivre les futures évolutions de WSM et de son large réseau. Nous, le personnel de WSM, ainsi que les partenaires avec lesquels nous travaillons, voudrions le remercier de tout cœur pour son engagement profond pour WSM en Belgique et dans le monde entier.

LÀ OÙ CERTAIN-ES
DÉPLACENT UNE
PIERRE DANS UNE
RIVIÈRE, ANDRE
DÉPLACE UN ROCHER.

TEXTE / Mia Vandenberghe, Jennifer Van Driessche PHOTOS / WSM, CSC



8 MARS, JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

Il est essentiel de se construire et de conserver des droits propres à la sécurité sociale. La campagne de la CSC «L'égalité n'est pas un jeu de hasard !» veut sensibiliser aux conséquences des choix de carrière pour les femmes. Il y a choix et choix: derrière les décisions individuelles se cachent souvent des choix collectifs et sociétaux, ou des stéréotypes de genre qui nous ont été inculqués. De plus, certains «choix» majoritairement féminins contribuent à l'écart qui subsiste entre les salaires des femmes et des hommes en Belgique (23,8 %), ainsi qu'entre leurs pensions (plus de 30 %). Un écart que la CSC souhaite réduire à zéro. Pour en savoir plus : www.lacsc.be/la-csc/que-faisons-nous/femmes/actions-8mars



PUBLICATION

WSM publie un manuel de partage de réflexions et bonnes pratiques sur quatre continents sur l'égalité de genre. Mélangeant théorie et pratique, il a pour objectif de pousser des organisations à s'engager concrètement pour plus d'égalité entre les hommes et les femmes, ce qui est essentiel pour garantir le caractère durable et inclusif du développement. Nous illustrons cela par des cas inspirants, des leçons apprises, des conseils et des recommandations concrètes, des choses à faire et à ne pas faire, qui nous viennent de nos partenaires d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et de Belgique. Á découvrir sur notre site Internet www.wsm.be. Bonne lecture !



PATRICE LUMUMBA, TUÉ IL Y A 60 ANS

Est-ce ce drapeau qui flottait au-dessus du Palais royal le 17 janvier 2021, 60 ans après l'assassinat de Patrice Lumumba ? Non, nous n'en sommes pas encore au stade où la Belgique rendra un tel hommage au premier Premier ministre de la République du Congo (de juin à septembre 1960). Mais WSM a déjà donné une impulsion virtuelle en le publiant sur sa page Facebook. Car c'est ce que Lumumba mérite, selon notre collègue Dieudonné Wamu Oyatambwe. Voire même plus. Découvrez son opinion dans notre colonne.



EN GRÈVE CONTRE LEUR CRISE !

Les femmes gagnent toujours moins, ont les emplois les plus précaires et vivent plus souvent dans la pauvreté. La crise sanitaire actuelle renforce cette situation ! Cependant, ce sont les femmes qui maintiennent le secteur de la santé à flot. Pour la journée internationale des droits des femmes, les femmes ont décidé de prendre soin d'elles-mêmes, pour une fois. Assez ! Stop ! Basta ! Le 8 mars est devenu un jour de grève pour les femmes, non seulement en Belgique, mais dans le monde entier. Dans différents secteurs, mais aussi à la maison, les femmes ont cessé de travailler de quelques heures à une journée entière. Afin d'attirer l'attention sur ces inégalités. Et surtout: appeler les gouvernements et les entreprises à œuvrer pour le changement.

LA VISION DE DIEUDONNÉ WAMU OYATAMBWE, GESTIONNAIRE DE PROGRAMMES AFRIQUE CENTRALE

SOIXANTE ANS APRÈS: PEUT-ON VISER PLUS QU'UN HOMMAGE ?



Le 17 janvier marquait le soixantième anniversaire de la mort de Patrice Lumumba. En tant que Premier ministre, il a dirigé le Congo nouvellement indépendant, mais il a rapidement été destitué, et assassiné dans des circonstances jamais entièrement élucidées. Un événement tragique qui a assombri l'histoire des relations entre la Belgique et la RD Congo jusqu'à ce jour. Un hommage belge à Lumumba ne serait pas déplacé, mais si nous voulons regarder l'histoire droit dans les yeux, nous devons creuser davantage et dénoncer également les pratiques néocoloniales qui continuent jusqu'à présent.

Patrice Lumumba est toujours honoré comme un héros au Congo et au-delà. Son discours imprévu le jour de l'indépendance du Congo est resté célèbre. Il s'est adressé à l'ancien colonisateur en des termes très précis: « Nous avons connu le travail forcé en échange de salaires bien trop bas pour manger suffisamment, s'habiller dignement, vivre ou élever nos enfants. [...] Nous, qui avons souffert dans nos cœurs et nos corps de l'oppression coloniale, nous vous le disons tout haut: tout cela est désormais fini. » Ce discours a provoqué un incident diplomatique. Non pas parce que ce qu'il a dit était faux, mais le moment choisi et le ton utilisé ont dérangé les Belges.

IMPÉRIALISME OCCIDENTAL

La société coloniale a constamment rappelé aux Congolais-es qu'ils-elles étaient et devaient rester subordonnés. Les intérêts de la métropole valaient plus que les droits des Congolais-es. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que, en raison de l'évolution du contexte mondial, le colonisateur a commencé à prendre en compte les ambitions des Congolais-es eux-mêmes. Des investissements ont été réalisés dans l'éducation, les soins de santé et le logement. Progressivement, les colonisé-es se sont vu accorder quelques droits civils et politiques. Mais après l'indépendance en 1960, certains 'joyaux' du portefeuille de l'État congolais sont restés sous le giron belge. La Belgique aurait soutenu l'élimination politique, et même physique, de Patrice Lumumba. Ensuite, au nom de la guerre froide, la Belgique a soutenu le sinistre régime de Mobutu. Le Congo (alors Zaïre) est devenu le centre des stratégies occidentales visant à freiner le communisme en Afrique. Le néocolonialisme et l'impérialisme occidental au sommet ! Les opposants à la dictature de Mobutu ont été systématiquement éliminés ou contraints à l'exil. Jusqu'à la chute du mur de Berlin, où un vent nouveau a soufflé sur l'échiquier géopolitique du monde.

REGARDER LA RÉALITÉ EN FACE

Soixante ans après la mort de Patrice Lumumba, nous ne pouvons pas nous contenter de regarder en arrière. À ce jour, les systèmes et pratiques (néo) coloniaux restent la règle. Pour donner un exemple: le Congolais moyen ne profite presque pas des revenus des ressources naturelles de la RDC. De plus, le problème n'est pas que congolais: les pratiques néocoloniales dominent l'économie mondiale. Porter un regard objectif sur l'histoire, c'est aussi dénoncer ces pratiques. C'est la seule façon de contribuer au changement.

LA MEILLEURE PROTECTION ?

En février et mars, une fée marraine a déambulé dans Liège, Péruwelz, Namur, Mouscron et Ath. « Vous aussi, vous voulez croire aux contes de fées ? Face aux crises, pas besoin de sortilèges : il y a déjà la sécurité sociale », déclamait-elle. En effet, s'ils ont prouvé, en 2020, à quel point ils sont indispensables, le chômage, les pensions, la couverture de santé, les allocations familiales, entre autres, ne tombent pas du ciel. Chaque citoyen, chaque citoyenne, individuellement mais surtout collectivement, est le maillon de cette formidable solidarité qu'est la sécurité sociale. C'est ce message positif que WSM, le Mouvement ouvrier chrétien et ses organisations souhaitent relayer ensemble dans l'espace public en ce début d'année crucial dans la lutte contre la pandémie de coronavirus.





La Convention 189 de l'OIT

parcoure le monde et veille, étape par étape et pays par pays, à ce que les travailleur-euses les plus invisibles du monde, à savoir les aide-ménagères, ne soient plus à la merci de leurs employeur-euses.

FOCUS SUR LES MOUVEMENTS DE TRAVAILLEUR-EUSES DOMESTIQUES SORTIR DE L'ANONYMAT

Depuis le pas de leur maison jusqu'aux institutions internationales, voici comment les mouvements sociaux travaillent à défendre les intérêts de ces travailleur-euses particulièrement vulnérables. Des mouvements sociaux qui unissent leurs forces au-delà des frontières géographiques et politiques, prennent la décision de co-signer une convention internationale, et fournissent un cadre juridique au niveau national pour leur secteur. Une fois inscrit dans la loi, le résultat de ce travail de longue haleine se fait sentir dans les foyers en Belgique, en Inde, au Pérou et ailleurs dans le monde.

Découvrez comment le plaidoyer international, les conventions et les législations nationales sont des recettes qui mènent à un travail digne pour ces travailleur-euses domestiques, et à la reconnaissance de leur travail trop souvent sous-évalué.

Travailler sur les changements structurels prend simplement du temps.
Du temps et du travail. Et le moment doit aussi être propice.

GENÈVE, SUISSE.
16 JUIN 2011.

Après trois ans de négociations, l'Organisation internationale du travail (OIT) a adopté une nouvelle réglementation.

Ainsi, il existe enfin un cadre juridique qui fait sortir de l'anonymat les travailleur-euses domestiques. Des syndicats et des ONG de différents horizons se sont engagés dans cette cause, soutenus par les nombreuses femmes (et hommes) qui leur ont confié ce mandat. La CSC-Alimentation et Services, le Mouvement national des travailleur-euses domestiques en Inde (NDWM), WSM, et d'autres acteurs, se sont assis à la table des négociations avec des représentants d'employeurs et des gouvernements. C'est le point de départ d'un véritable tournant dans l'histoire de ces travailleur-euses. La convention de l'OIT doit maintenant être ratifiée puis traduite dans la législation nationale de chaque pays. Depuis lors, cette ratification a eu lieu dans 31 des 187 pays membres de l'OIT. C'est un processus qui prend du temps et dans lequel les organisations qui représentent les travailleur-euses domestiques jouent un rôle essentiel.

LIMA, PÉROU.
26 NOVEMBRE 2018.

Ce jour-là, le Pérou ratifiait la Convention 189. Deux ans plus tard, le 30 septembre 2020, le Congrès adoptait une loi destinée à mieux réglementer le travail de dizaines de milliers de travailleur-euses domestiques. La ratification et la loi sont de grandes victoires pour les mouvements sociaux péruviens. Avec Andrea Salazar et Felipe Vega, deux militants de l'organisation de jeunesse péruvienne, la JOC, nous nous penchons sur cette longue lutte pour la justice sociale à laquelle ils ont pris part.

Andrea et Felipe, vous devez être fiers du travail que vous avez accompli. Mais qu'est-ce qui change vraiment pour les gens ?

« Les résultats de ces actions collectives ne sont pas négligeables. Désormais, chaque travailleur-euse domestique a droit à 30 jours de vacances par an, à un salaire minimum de 930 Soles (220 euros) par mois, et à une journée de travail de huit heures maximum. Les femmes ont droit à un congé de maternité et ne peuvent plus être licenciées pour cause de grossesse. Et les violences et discriminations sur le lieu de travail appartiendront, espérons-le, au passé ! »

La JOC Pérou s'est engagée en faveur des travailleur-euses domestiques depuis les années 1960. Selon vous, quelle est la valeur ajoutée d'un cadre législatif international ?

« En 2011, grâce à WSM et à la CSC, nous avons eu la possibilité de participer aux discussions qui se menaient au sein de l'OIT en compagnie d'autres organisations d'Asie et d'Afrique. Nous avons témoigné sur le travail de milliers de travailleur-euses domestiques. Nous sommes convaincu-es que cela a eu un impact sur les négociations qui ont suivi. Les histoires des personnes qui se cachent derrière les chiffres, à la merci de leurs employeur-euses, n'ont laissé personne indifférent. Le 16 juin 2011, le monde entier a reconnu que les travailleur-euses domestiques ont le droit de vivre dans la dignité. Le Pérou ne pouvait et ne devait pas être laissé pour compte ! Nous disposons d'une loi nationale depuis 2003. Mais elle était beaucoup trop faible. Une réforme était indispensable. »

Près de dix ans se sont écoulés avant que la Convention ne devienne une loi. Mais la JOC n'est pas

resté inactive pendant toute cette période...

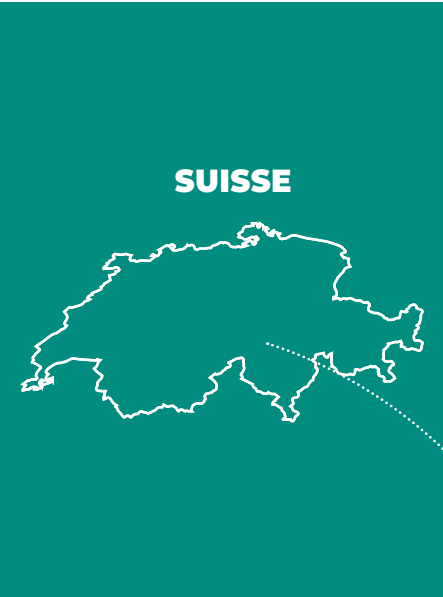
« Depuis de nombreuses années, nous descendons dans la rue. Nous rencontrons des femmes des zones rurales, qui sont à la recherche d'un revenu et d'une sécurité. Il y a plus de cinquante ans, la JOC a créé des écoles du soir où les femmes peuvent terminer leurs études secondaires. Ce sont des lieux de rencontre où notre activisme prend forme. Les premiers syndicats pour les travailleur-euses domestiques ont été créés ici ! Peu à peu, nous avons également convaincu les représentant-es politiques.

Travailler sur des changements structurels prend du temps et beaucoup de travail. Et le moment doit aussi être propice. Les différentes crises politiques qui ont frappé notre pays récemment (le parlement a été dissous à plusieurs reprises au cours des deux dernières années, n.d.l.r.) ont entraîné un affaiblissement des partis de droite. Une occasion s'est donc présentée aux partis progressistes de mettre la loi à l'ordre du jour du Parlement. Mais cette victoire est celle de milliers de femmes qui unissent leurs forces. Nous sommes très fier-es du travail accompli. »

L'application de la loi est maintenant le plus grand défi.

« C'est un combat que nous mènerons sur plusieurs fronts. Nous désirons mettre le gouvernement au défi de promouvoir cette nouvelle loi, par le biais d'une grande campagne par exemple, car pour l'instant, il y a un véritable manque d'information. »

Andrea et Felipe reconnaissent que ce n'est pas le moment de s'endormir sur ses lauriers.



BELGIQUE, 4 FÉVRIER 2020, ENTRETIEN EN LIGNE.

En tant que présidente de la centrale CSC Alimentation et Services, Pia Stalpaert est la personne idéale pour faire le point sur la situation du secteur en Belgique. Une femme engagée avec une énorme empathie pour cette majorité de femmes qui travaillent comme aide-ménagères.

Bien qu'elle confirme que le système des titres-services a fourni un cadre juridique dans ce domaine depuis déjà 2004, et qu'elle reconnaisse que les problèmes sont d'un ordre différent de ceux de bon nombre de nos pays partenaires sur les autres continents, elle affirme que nous aussi avons encore beaucoup de chemin à parcourir pour les droits de ces travailleur-euses.

Un grand secteur, trop souvent oublié
Plus de 145.000 travailleur-euses dans le système des titres-services pour une population active d'environ 4,5 millions de personnes: il s'agit bien d'un secteur important, tout comme celui de la construction. Pourtant, on les oublie trop souvent ! Et la pandémie le montre une fois de plus de façon douloureuse.

Pia: « Changer les draps, garder les sanitaires propres, nettoyer les poubelles: l'aide-ménagère est de par ses fonctions très proche des gens et... de leurs virus. Pourtant, ce secteur n'a jamais été fermé, ni considéré. Durant le premier confinement, un certain nombre d'entreprises ont demandé un chômage temporaire pour leurs employé-es. Cela n'a plus été le cas lors de la deuxième vague. De plus, le budget alloué par le gouvernement pour les équipements de protection a été versé à la partie 'employeur'. De nom-

breuses grandes entreprises, poussées par le profit, ont tenté de faire des économies avec le matériel acheté en encourageant leurs employé-es à ne pas changer les masques trop rapidement. C'est assez symptomatique d'un manque de respect et de reconnaissance de ces travailleur-euses. »

Les points de discordance sur la table
Pia se souvient très bien des discussions sur le respect de la distance minimale et sur la manière dont cette contrainte peut être réalisée au domicile des familles. Sur ces lieux de travail, le respect des règles d'hygiène de base est difficile à faire respecter. Les travailleur-euses domestiques ont parfois peur de la confrontation. Elles-ils ne veulent pas offenser leurs client-es, ni perdre leur emploi. Beaucoup d'entre elles-eux sont particulièrement vulnérables.

Pour la CSC Alimentation et Services, une augmentation de salaire est donc le champ de bataille numéro un. Ces femmes (et hommes) travaillent dur pour un revenu mensuel moyen net d'à peine 1000 euros. Il n'est donc pas surprenant qu'une allocation de chômage temporaire de 70 % ne soit pas envisageable pour elles-eux.

Pia: « La pandémie met en évidence les failles de notre système. Nous savions que dans notre Belgique prospère, il y a encore trop de personnes vivant dans la pauvreté, mais maintenant... Cela me rend triste et me révolte de voir que celle-ci a augmenté et est encore plus pénible. Je connais, pour l'avoir vécu, les choix difficiles qu'une mère célibataire doit faire lorsque ses revenus mensuels baissent de 300 euros. Dans une telle situation, arrêter temporairement de travailler n'est pas une option.

Mais même avant la pandémie, nous voulions déjà négocier une augmentation de salaire pour le secteur. Actuellement, un-e travailleur-euse domestique gagne douze euros bruts par heure. Et c'est comme ça depuis des années. Je compare souvent ironiquement la situation à une bouteille de 'Mr Propre' dont le prix a été multiplié par dix en quelques années, alors que les salaires des femmes de ménage qui l'utilisent, pas du tout ! La dernière augmentation que nous avons récemment imposée avec nos luttes est de 0,8 %. Je ne suis pas mécontente du résultat, mais admettez que c'est encore beaucoup trop bas ! »

Tout commence par la reconnaissance
Pia: « La campagne que nous menons contribue à attirer l'attention des médias sur ce secteur encore trop dans l'ombre. C'est également l'une des raisons pour lesquelles nous sommes actifs sur la scène internationale. Le travail domestique est un emploi à part entière qui ne doit pas être méprisé. Nous partageons le combat de Jeanne Devos et maintenant de Soeur Christy du NDWM en Inde. Jeanne Devos avait à cœur de redonner leur dignité à ces travailleuses de l'ombre. Le mouvement NDWM a déployé ses ailes et continue ce travail important qu'elle a lancé.

Là où tout commence, c'est avec la reconnaissance. Un salaire équitable est important. Mais reconnaître l'aide domestique comme une profession à part entière, réglementée par des lois et des conventions collectives, respectée par les employeurs et les clients, est plus qu'essentiel. C'est ce pour quoi je veux continuer à me battre, avec la confédération syndicale. Ici en Belgique, et à l'étranger. »



« Nous vaincrons, Unies et solidaires. Pour nos filles, Pour nos vies. Parce que nous – celles que vous appelez les nettoyeuses, les bonnes, les nounous, les servantes, Nous, les esclaves modernes, Nous, les femmes, Nous ne sommes pas hors du monde. Parce que nous nettoyons le monde. Parce que nous le portons. »

Texte collectif de Dalinda, Elena F.Martinez, Elisabeth, Flor, Lidia, Mary Poppins, Naima, Rosa, Ruby, et toutes les femmes de La Ligue des Travailleuses Domestiques de Bruxelles.



AIDE-MÉNAGÈRE REÇU AVANT-MEDIA

Elles ont quitté leur région, leur pays et leur famille, pour trouver une vie meilleure, et s'acquitter de tâches domestiques dont des femmes et des hommes peuvent se libérer, ou n'ont d'autres choix que de déléguer, faute de services publics suffisants. Mais « les petites mains » ne se laissent pas faire. Elles lèvent le poing. Pour exiger des droits, et des papiers dans le pays où elles travaillent et vivent.

TEXTE / Jennifer Van Driessche - PHOTOS / Camille Trinet - 2019 - Belgique, WSM



BELGIQUE

« VOS TOILETTES PROPRES, NOS PROPRES PAPIERS ! »

C'est le slogan de La Ligue des Travailleuses domestiques, un collectif lancé par la CSC Bruxelles-Hal-Vilvorde et soutenu par le MOC afin que ces travailleuses – pour la plupart sans-papiers – s'organisent pour défendre leurs droits. Elles revendiquent la possibilité de pouvoir rester légalement en Belgique et de pouvoir ainsi contribuer à la sécurité sociale de notre pays. Marilou de la Cruz, leur représentante, témoigne: « Ma famille vit aux Philippines. J'ai deux filles. En 2011, j'ai quitté le pays et j'ai été directement engagée par un diplomate italien, mais à la fin de son affectation en 2017, je suis devenue sans-papiers.

En tant que travailleuse domestique, on est tout au fond du panier. On veut rendre notre réalité visible. Nous remplissons des tâches essentielles dans la société. Prenez soin de nous comme nous prenons soin de vos familles !

Nous venons de différents pays, nous parlons différentes langues, mais nous, la Ligue, quand nous sommes dans la rue, nous parlons la même langue: solidarité, union et régularisation."



PÉROU

S'ALLIER POUR RÉSISTER

Au Pérou, cela fait plus de 50 ans que la JOC a créé des écoles du soir qui permettent à des travailleuses domestiques de s'épanouir. Ce sont des lieux de rencontres et de convivialité où leur militantisme va naître.

Ana Maria témoigne: « C'est ma tante qui a pris soin de moi quand je suis arrivée à Lima. À quatorze ans, j'ai commencé à nettoyer, cuisiner, aider les personnes âgées... Parallèlement, je me suis inscrite dans une école du soir de la JOC. J'ai tout doucement pris conscience des maltraitements que je subissais.

Ma patronne me demandait de travailler beaucoup trop, souvent sans être payée. Je l'ai dénoncée, et j'ai pu récupérer les impayés grâce à la pression que l'on a mise sur elle. J'ai désormais changé d'employeur. Les choses se passent mieux, mais tout n'est pas parfait. Avec le Covid-19, j'ai signé un contrat qui m'oblige à rester confinée à la maison pendant quatre mois. Heureusement, il y a les outils numériques pour continuer à communiquer.

L'école du soir de la JOC m'a permis de finir mes études secondaires. Alors, à 26 ans, je me mets à rêver d'ouvrir plus tard un salon de beauté ou un restaurant.»

DANS NOS ARMOIRES

Dans cette rubrique, nous partons de nos objets du quotidien pour plonger vers le monde.

SMARTPHONES:
TOUTES ET TOUS CONNECTÉ-ES !

Avec la crise du Covid-19, une grande partie de notre vie quotidienne s'est déplacée non seulement vers nos foyers, mais aussi vers la grande toile du web. De nombreuses personnes travaillent à domicile depuis des mois, utilisent Zoom ou Teams, commandent leurs courses en ligne et passent du temps régulièrement avec leurs ami-es ou leur famille via un smartphone ou un ordinateur. Même dans un monde sans corona, la numérisation et les smartphones sont là pour durer.

TEXTE / Lois Savat et Jennifer Van Driessche - PHOTO / Shutterstock

UNE PETITE BOÎTE, MAIS PAS SI DURABLE

Les smartphones sont de petites boîtes, mais leur impact ne l'est pas: les conditions de travail et les salaires dans l'extraction des matières premières et la production des smartphones, sont souvent médiocres, et le travail des enfants dans la filière de production ne peut être exclu. L'extraction des matières premières entraîne une pollution de l'eau et du sol, et une énorme consommation d'eau. La production d'un smartphone contemporain provoque l'émission d'environ 70 kg de CO2 dans l'atmosphère. De plus, les matières premières comme le cobalt et le lithium se raréfient, et d'autres, comme le tantale, sont sources de conflits.

PRENDRE SOIN DE SON SMARTPHONE

Le smartphone le plus responsable est celui qui n'existe pas, mais dans notre monde, difficile de s'en passer. Pour qu'il reste aussi durable que possible, il est préférable d'utiliser votre appareil le plus longtemps possible, de le (faire) réparer, d'acheter un appareil d'occasion ou remis à neuf, ou de jeter un coup d'œil aux offres d'une marque plus durable comme Fairphone. Vous pouvez aussi prolonger la durée de vie de votre smartphone avec un étui et une protection d'écran. Visitez iFixit.com pour voir à quel point il est facile de réparer votre appareil.

UNE GRANDE MONTAGNE DE DÉCHETS

En moyenne, nous remplaçons notre smartphone au bout de trois ans. Bien que la majorité de ces appareils puissent être recyclés, cela ne suffit pas. En éliminant les smartphones de la mauvaise manière, on augmente encore la montagne de déchets. Comme pour les autres appareils électriques, la décharge numérique a un impact sur l'environnement, provoque des problèmes de santé et un travail non réglementé.

ÉCONOMISEZ DE L'ÉNERGIE

Voici comment économiser de l'énergie dans l'utilisation de votre smartphone :

- Supprimez les applications, les emails, les photos, ... que vous n'utilisez plus.
- Un message court consomme moins d'énergie qu'un appel téléphonique ; un appel téléphonique consomme moins d'énergie qu'un chat vidéo.
- Votre batterie peut durer plus longtemps si vous ne la chargez pas à plus de 80 %, ou si vous ne la laissez pas descendre en dessous de 30 %.

VOUS EN AVEZ VRAIMENT FINI AVEC VOTRE SMARTPHONE ?

Si il fonctionne toujours, vous pouvez en faire don à une organisation sociale, un organisme de bienfaisance ou une école de votre quartier. Si vous ne pouvez plus faire fonctionner votre appareil, amenez-le à un point de collecte autorisé (comme Recupel). Jusqu'à 90 % d'un smartphone peut être recyclé, mais une famille belge possède en moyenne trois smartphones inutilisés. Sortez ces vieux appareils du placard !

COVID-19 : UNE TRANSFORMATION DIGITALE ACCÉLÉRÉE

La pandémie a forcé les acteurs de la coopération à adapter leurs pratiques. À WSM aussi, séminaires, ateliers de réflexions, réunions, échanges avec les partenaires, conférences sont passés en mode digital. Une adaptation avec ses limites, mais aussi des avantages non-négligeables... Les nouveaux outils technologiques nous offrent de nouvelles voies de coopération : il faudra en tirer les leçons dans l'avenir.

FRACTURE NUMÉRIQUE MONDIALE

La numérisation offre de nombreux avantages, mais ne profite pas à tout le monde. Il existe ce que l'on appelle la « fracture numérique ». Elle demeure vivace au niveau mondial. Environ 72 % des ménages des zones urbaines dans le monde disposaient en 2019 d'un accès à internet à leur domicile, contre seulement 38 % des foyers en zone rurale. Cette fracture s'accroît en outre selon que l'on réside dans un pays développé ou non. Les pays d'Afrique et d'Asie centrale sont les régions qui ont été confrontées au plus grand écart en 2019.

INTERNET, UN DROIT FONDAMENTAL

De plus en plus de personnes demandent que l'accès à internet devienne un droit fondamental. C'est pourquoi, en Belgique, le gouvernement est invité à revoir le tarif social des télécommunications, bien qu'il existe déjà des fournisseurs d'accès à internet qui proposent un forfait de base moins cher aux familles vulnérables. De nombreuses collectivités locales offrent leur aide pour l'alphabétisation numérique. Il existe aussi des initiatives comme Beego, où un étudiant vient chez vous pour vous aider.

Sources: Fondation Roi Baudouin, UGent, MO*, Recupel, zdnet.fr

COVID-19 : TOUT LE MONDE MÉRITE D'ÊTRE PROTÉGÉ

TEXTE / Mia Vandenberghe - PHOTO / Shutterstock, WSM

Avec l'arrivée des vaccins contre le Covid-19, nous voyons enfin la lumière au bout du tunnel. Malheureusement, tout le monde ne pourra pas obtenir un vaccin rapidement. Certains pays devront attendre jusqu'en 2023 ou plus longtemps pour vacciner leurs citoyen-nés.

Les vaccins ont été développés grâce à d'importantes sommes d'argent public. Mais les entreprises pharmaceutiques contrôlent la production et fixent les prix, grâce aux brevets qu'elles détiennent.

Dès lors, l'Afrique du Sud et l'Inde proposent une solution à l'Organisation mondiale du commerce : suspendre temporairement les brevets sur les médicaments, les vaccins, les tests et autres technologies cruciales dans la lutte contre le Covid-19, comme ça a été le cas dans le cadre de la campagne mondiale de vaccination contre la polio. Cela permettrait à d'autres petites et moyennes entreprises de produire aussi des vaccins et de les rendre moins chers. Cependant, certains gouvernements, dont l'Union européenne, bloquent la proposition.

Or, de nombreux-ses citoyen-nés et organisations de la société civile ne sont pas d'accord avec ce veto de l'Union européenne. Ils ont donc lancé une initiative citoyenne européenne (ICE) baptisée: "Pas de profit sur la pandémie". Objectif ? Récolter un million de signatures provenant d'un million de citoyen-nés européens. Si nous y parvenons, la Commission européenne devra rediscuter la suspension de ces brevets.

PARTICIPEZ

Rejoignez-nous et signez l'initiative citoyenne européenne en surfant sur noprofitonpandemic.eu/fr Car tout le monde a droit à la santé et la sécurité !

Beaucoup d'organisations belges ont déjà signé l'appel de cette campagne : WSM, la Mutualité chrétienne, Amnesty, le CNCD-11.11.11, le MOC, ... Et vous :

- Êtes-vous d'accord pour dire que tout le monde a droit à un vaccin et à des médicaments pour lutter contre le COVID-19 ?
- Que les informations sur la qualité, la sécurité et les coûts de production des vaccins doivent être rendues publiques ?
- Que la recherche, financée avec de l'argent public, ne doit pas être privatisée ? Qu'aucun profit ne peut être réalisé sur une pandémie ?

LA SÉCURITÉ SOCIALE NE TOMBE PAS DU CIEL : RENFORÇONS-LA !

PHOTOS / Jérôme Hubert, Charles Fox, Fabrice Debatty



RALIA SAMMOUDI, DÉLÉGUÉE SYNDICALE CHEZ SODEXO, BRUXELLES, BELGIQUE

« J'ai bénéficié de nombreuses reprises de la protection de la sécurité sociale: j'ai bénéficié des allocations familiales, du chômage quand j'en ai eu besoin, et plus tard, je serai couverte par une pension après ma retraite. Nous devons veiller à ce que le financement de la sécurité sociale ne soit pas mis à mal, au profit des multinationales et des grands patrons. »



FRANÇOIS VERHULST, MILITANT À ÉNÉO, MOUVEMENT SOCIAL DES AINÉS, BRUXELLES, BELGIQUE

« La sécurité sociale est plus que jamais un enjeu politique d'avenir: notre société se déséquilibre de plus en plus, la pauvreté et la fragilité sont de plus en plus présentes, les situations d'injustice au niveau national mais surtout mondial deviennent de plus en plus intolérables. La sécurité sociale est l'outil de solidarité indispensable, même s'il ne dispense pas de solidarités personnelles concrètes. »



ATHIT KONG, RESPONSABLE SYNDICAL C.CAWDU, PHNOM PENH, CAMBODGE

« Nous sommes en train de négocier avec le gouvernement cambodgien. Nous demandons que les allocations d'ancienneté et les primes de licenciement ne soient pas retenues lors des fermetures d'usines de confection qui se multiplient suite à la pandémie Covid-19. »



IGOR SEDONOU KODJOVI MESSANVI, DÉLÉGUÉ SYNDICAL, TABLIGBO, TOGO

« Ici, dans la région, il y a beaucoup de maladies pulmonaires, dues à la poussière fine des cimenteries. Les ouvrier-es d'usine devaient parfois emprunter de l'argent pour payer les honoraires de leur médecin. Nous les avons aidé-es à réclamer une assurance maladie à leurs employeurs. Nous restons attachés à la santé de tous les habitant-es de notre région. »

TOUT LE MONDE MÉRITE D'ÊTRE PROTÉGÉ CONTRE LE COVID-19 AIDEZ-NOUS À Y PARVENIR !

LE DÉVELOPPEMENT DU VACCIN SE FAIT VIA DE L'ARGENT PUBLIC

POURANT, LES ENTREPRISES PHARMACEUTIQUES DÉTIENNENT DES BREVETS

IL N'Y A PAS ASSEZ D'ARGENT PUBLIC POUR TOUTE LA POPULATION MONDIALE ET LES VACCINS SONT CHERS

MAIS COMBIEN PLUS COMBIEN LA PRODUCTION ET FIXENT LES PRIX ELLES-MÊMES

PROPOSITION ? SUSPENDRE PROVISOIREMENT LES BREVETS

CE QUI A DÉJÀ ÉTÉ ACCEPTÉ POUR LE VACCIN DE LA POLIO ET LES MÉDICAMENTS CONTRE LE VIH

RÉSULTATS : LES RECHERCHES SCIENTIFIQUES SONT PARTAGÉES, BEAUCOUP PLUS DE VACCINS PRODUITS À UN MOINDRE COÛT

CEPENDANT, L'UNION EUROPÉENNE MET SON VETO SUR CETTE PROPOSITION !

BEAUCOUP DE CITOYENNES NE SONT PAS D'ACCORD !

UNE INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE (ICE) RÉCOLTE 1 MILLION DE SIGNATURES POUR FORCER L'UE À REDISCUETER CETTE SUSPENSION



LA SÉCURITÉ SOCIALE, NOTRE MEILLEURE PROTECTION

2020 a prouvé à quel point ils sont indispensables. Mais le chômage, les pensions, la couverture de santé, ... ne tombent pas du ciel. Ils sont le résultat d'une longue histoire collective et fonctionnent grâce à une solidarité invisible à laquelle chacun et chacune contribue. Chaque citoyen, chaque citoyenne, est le maillon de cette formidable solidarité.

La crise provoquée par la pandémie Covid-19 nous a montré que seuls des services (publics ou associatifs) collectifs forts, correctement financés, gérés comme un bien commun et de manière collective permettent de faire face aux crises auxquelles nos sociétés sont (et seront) confrontées.

La sécurité sociale, et plus largement la protection sociale, devrait être accessible à toutes et tous. Une revalorisation et un réinvestissement de la sécurité sociale sont indispensables, ici en Belgique, mais aussi ailleurs dans le monde.

C'est notre meilleure protection face aux crises: renforçons-la!

PHOTOS / WSM, JÉRÔME HUBERT, CHARLES FOX, FABRICE DEBATTY

